

## **Faire vivre l'esprit républicain**

*Ce lundi 19 janvier 2015, le préfet de Meurthe-et-Moselle, Raphaël Bartolt, le recteur d'académie de Nancy-Metz, Gilles Pécout, le représentant du président du conseil régional de Lorraine, Bertrand Masson, le président du conseil général, Mathieu Klein, le président du Grand Nancy, André Rossinot ; le maire de Nancy, Laurent Hénart, la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle, Rose-Marie Falque, l'évêque du diocèse de Nancy et de Toul, Mgr Jean-Louis Papin, le président du conseil régional du culte musulman de Lorraine, Amine Nejadi, le président du consistoire régional de Lorraine, Alain Lefebvre, et le pasteur de l'église protestante unie de France, Joël Dautheville, se sont réunis à l'Hôtel du Département pour poser les bases d'un travail commun afin de faire vivre l'esprit du 11 janvier 2015 et lancer un appel à toutes les collectivités, associations, entreprises et citoyens à les rejoindre.*

Le dimanche 11 janvier, dans un extraordinaire mouvement d'unité, le pays s'est rassemblé pour défendre pacifiquement et affirmer haut et fort son attachement aux valeurs de la République, au lendemain des attentats contre *Charlie Hebdo*, les forces de sécurité et la communauté juive.

Les Meurthe-et-Mosellans ont été particulièrement nombreux, notamment à Nancy, à prendre part à cette levée des consciences civiques et citoyennes dans un esprit de fraternité, de dialogue et de respect des convictions et des croyances.

Parce que le vivre-ensemble est une démarche exigeante qui se construit tous les jours, il revient aux représentants des institutions, dans la diversité de leurs fonctions, de s'engager pour créer les conditions qui prolongeront, étendront et renforceront l'esprit qui a soufflé le dimanche 11 janvier 2015.

Ce travail est engagé dans les organismes publics, les établissements éducatifs, culturels et culturels et les collectivités de nos territoires, chacune et chacun à sa place et dans sa responsabilité.

Mais l'enjeu porté par la mobilisation de nos concitoyens exige que les institutions, plus qu'avant, dialoguent ensemble, échangent, coordonnent voire unifient parfois leurs initiatives pour que celles-ci soient plus cohérentes, plus fédératrices, mieux appropriées par le plus grand nombre.

Cette réunion de travail est une première étape dans la réponse collective qui doit être la nôtre pour être à la hauteur des enjeux qui nous sont collectivement lancés.